



*Au service
des peuples
et des nations*

L'Initiative de partenariat
PNUD-PNUE
**pour l'Intégration de la
Gestion rationnelle des
produits chimiques dans les
processus de planification
du développement**



INTRODUCTION

L'Initiative de partenariat PNUD-PNUE a été établie pour soutenir l'Approche stratégique de la gestion des produits chimiques (SAICM), un cadre politique adopté en février 2006 par la Conférence internationale sur les produits chimiques (ICCM). SAICM a été développée par un comité préparatoire pluripartite et plurisectoriel et soutient la réalisation de l'objectif sur la gestion des produits chimiques approuvé lors du Sommet sur le développement durable de 2002 qui prévoit que *d'ici à 2020, les substances chimiques seront produites et utilisées de façon à minimiser leurs impacts négatifs sur l'environnement et la santé humaine.*

SAICM se caractérise par quatre éléments majeurs à forte valeur ajoutée qui se rapportent aux travaux sur la gestion internationale des produits chimiques qui l'ont précédée :

- Une attention particulière portée à la gouvernance intersectorielle aux niveaux national et local pour traiter globalement les questions liées à la gestion des produits chimiques plutôt que substance par substance.
- L'accent mis sur le rôle de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la réalisation des objectifs de développement durable dont l'éradication de la pauvreté, l'amélioration de la santé humaine, la protection de l'environnement et l'élévation du niveau de vie.
- La reconnaissance de l'importance d'intégrer une gestion rationnelle des produits chimiques à la planification du développement aux niveaux local et national pour permettre aux pays d'améliorer notablement leur gestion de ce type de substances.
- Une approche plus globale et holistique pour faire face à l'écart qui se creuse entre pays développés et pays en développement en matière de gestion des risques posés par les produits chimiques.

L'INITIATIVE DE PARTENARIAT SUR LES PRODUITS CHIMIQUES : UNE APPROCHE PROGRAMMATIQUE

Le premier objectif de cette Initiative de partenariat est de faciliter l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification du développement national afin de soutenir le développement durable dans les pays en développement et à économie en transition.

L'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans de développement, tels que les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les stratégies pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), implique de mettre en évidence les liens entre pauvreté et gestion rationnelle des produits chimiques – tels que l'amélioration de la santé humaine et de l'environnement, l'augmentation de la sécurité économique et des sources de revenus pour les populations pauvres – et d'identifier ensuite les politiques et programmes nécessaires pour créer une gestion des produits chimiques favorable aux plus démunis. Cela implique également de tenir compte des risques chimiques potentiels qui peuvent survenir suite à l'implantation de certaines étapes des plans de développement et d'essayer de limiter ces risques dès le stade de planification.

Le travail de l'Initiative de partenariat sur la gestion rationnelle des produits chimiques vise à influencer les plans nationaux ainsi que les stratégies sectorielles et l'implantation au niveau local. L'objectif global consiste à établir des processus institutionnels durables au sein des ministères et d'une large communauté de parties prenantes pour créer une gestion rationnelle des produits chimiques en s'appuyant sur les organismes gouvernementaux chargés de la réduction de la pauvreté et des politiques de croissance, tout en renforçant le rôle des agences environnementales et des acteurs non gouvernementaux. Le processus va également encourager les engagements budgétaires au niveau national, en partenariat avec l'aide des donateurs, afin de refléter l'intégration des priorités de gestion des produits chimiques dans les politiques nationales et les documents de planification et de cette façon prendre part à la croissance globale et à l'économie vertes.

Le partenariat PNUD-PNUE assiste les pays à :

1. Identifier les domaines spécifiques de la gestion des produits chimiques qui vont naturellement générer des bénéfices dans les secteurs de l'économie, de l'environnement et de la santé grâce à l'introduction de pratiques de gestion rationnelle et à la mise en place d'un plan pour commencer à répondre aux priorités nationales déjà identifiées.
2. Evaluer l'adéquation des stratégies de développement national en termes de protection de l'environnement et de santé et déterminer comment les priorités nationales de gestion des produits chimiques pourraient être intégrées à la planification du développement reposant sur les OMD.
3. Améliorer l'intégration des questions de gestion des produits chimiques dans les discussions nationales, les processus, politiques et plans de développement.

L'Initiative de partenariat du PNUD et du PNUE appuie les services suivants fournis par les agences de coopération :

PNUD	PNUE
<ul style="list-style-type: none">› Développement des capacités› Développement de politique intégrée, services de programmation et de conseil› Soutien à l'évaluation du développement national reposant sur les OMD et des processus de planification des investissements› Mise en œuvre d'une gestion environnementale intégrée au niveau national	<ul style="list-style-type: none">› Développement normatif› Évaluation technique et analyse› Mise en place de collaborations entre organisations intergouvernementales concernées par la gestion rationnelle des produits chimiques› Direction d'approches innovantes – telle que l'Alliance stratégique entre la santé et l'environnement PNUE-OMS (HESA)› Assistance scientifique et services d'experts

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'INITIATIVE DE PARTENARIAT PNUD-PNUE

PNUD

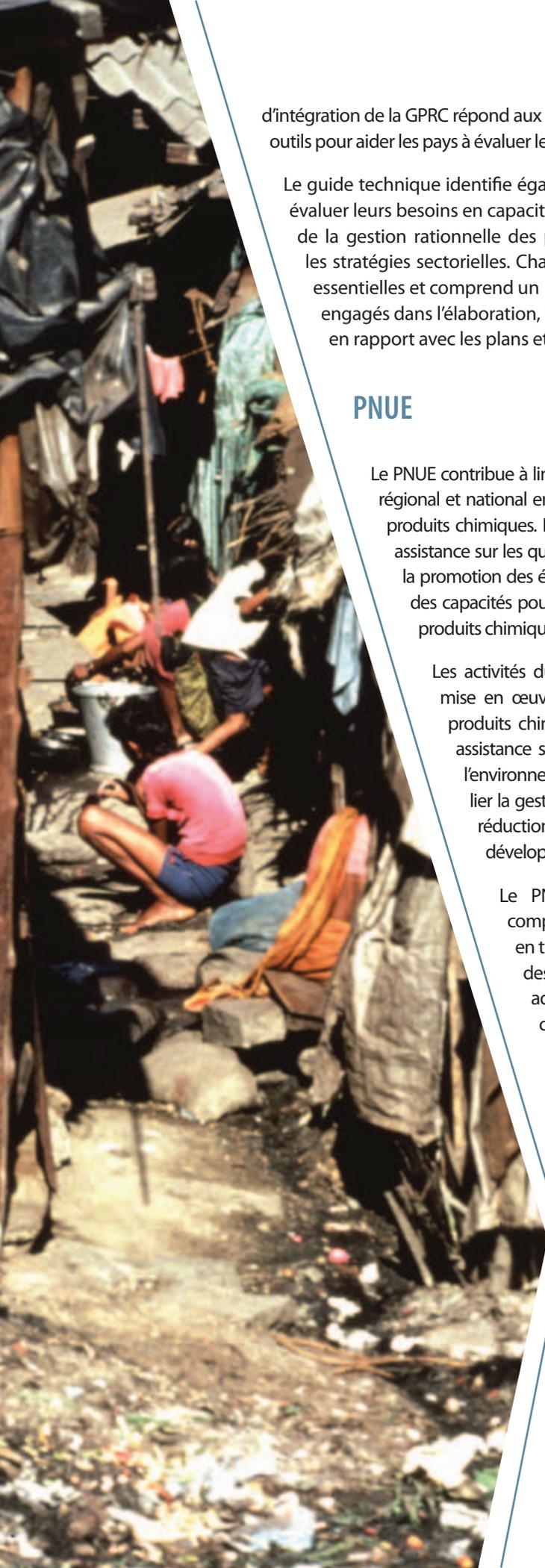
Le PNUD encourage la gestion rationnelle des produits chimiques considérée comme un élément important des efforts de lutte contre la pauvreté globale. En accord avec son rôle de réseau de développement global des Nations Unies, le PNUD défend l'importance de traiter les questions liées à la gestion des produits chimiques et aux pollutions qui en découlent dans les pays en développement par l'intégration de schémas de gestion rigoureuse de ces substances dans les plans et politiques de développement nationaux. En tant qu'agence d'implantation du Fonds Multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, du Fonds de l'environnement mondial, du Fonds d'affectation spéciale du programme Quick Start (QSP) de la SAICM, et en coopération avec une multitude de donateurs bilatéraux, le PNUD aide les pays à obtenir, combiner et échelonner les ressources financières nécessaires pour améliorer leurs systèmes de gestion des produits chimiques afin de remplir leurs objectifs et leurs engagements dans le cadre des accords environnementaux internationaux se rapportant à ces substances.

Suite à l'adoption de SAICM en 2006, le PNUD a élaboré un guide pour aider les gouvernements et les équipes des Nations Unies à travers le monde à reconnaître et évaluer les possibilités d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification du développement : **Le Guide du PNUD pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement reposant sur les OMD (Guide pour l'intégration de la GRPC)**. Il s'agit de l'un des outils que le groupe environnement et énergie du bureau de politique sur le développement du PNUD a développé pour améliorer l'assistance aux pays partenaires grâce à une approche globale du développement durable.

Le Guide pour l'intégration de la GRPC du PNUD est un « document vivant » qui s'appuie sur l'expérience pratique accumulée dans les pays de l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE. Il a été revu dans le cadre de la préparation de la seconde session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM2) et de nouveau pour l'ICCM3 afin de rendre compte de l'accumulation de nouvelles expériences pratiques.

Le Guide d'intégration de la GRPC est un outil d'apprentissage. C'est une base qui offre une information de fond sur la gestion rationnelle des produits chimiques ainsi qu'une explication des synergies qui existent entre gestion des produits chimiques et objectifs de développement durable. Le guide





d'intégration de la GPRC répond aux enjeux sectoriels qui peuvent exister au niveau d'un pays, et propose des outils pour aider les pays à évaluer leurs propres capacités de gestion rationnelle des produits chimiques.

Le guide technique identifie également les étapes par lesquelles passent généralement les pays pour évaluer leurs besoins en capacités et leurs priorités, définissant un « point d'entrée » pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans de développement nationaux et les stratégies sectorielles. Chaque étape est accompagnée par une description des considérations essentielles et comprend un « comment faire » détaillé destiné aux preneurs de décisions et à ceux engagés dans l'élaboration, la définition de priorité, la mise en œuvre, le suivi et la communication en rapport avec les plans et stratégies de développement national.

PNUE

Le PNUE contribue à limiter les dangers liés aux produits chimiques toxiques aux niveaux global, régional et national en aidant les gouvernements à agir en faveur de la gestion rationnelle des produits chimiques. Le travail du PNUE dans ce domaine comprend le développement d'une assistance sur les questions techniques, la mise en place de cadre institutionnels et juridiques, la promotion des échanges d'information sur ces substances, et l'assistance au renforcement des capacités pour une production plus sûre, une meilleure utilisation et manipulation des produits chimiques à travers le monde.

Les activités du PNUE comprennent également l'assistance globale aux pays pour la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement liés à la gestion des produits chimiques telles que les Conventions de Stockholm et de Rotterdam. Une assistance supplémentaire s'avère cependant nécessaire pour aider les ministres de l'environnement, de la santé, des finances et de la planification à comprendre comment lier la gestion rationnelle des produits chimiques au développement durable et à la réduction de la pauvreté et comment intégrer de telles données dans les plans de développement et les stratégies de réduction de la pauvreté.

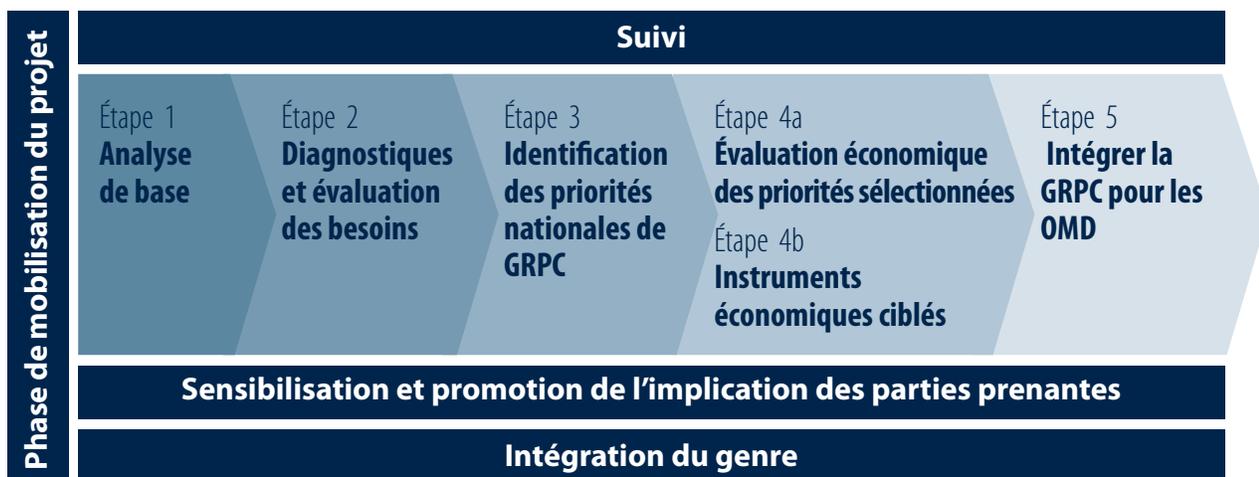
Le PNUE a développé des ensembles d'activités interdépendantes et complémentaires qui visent à aider les pays en développement et à économie en transition à renforcer leurs capacités d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques. En s'appuyant sur ses précédents travaux, l'approche adoptée se concentre sur la clarification des liens entre gestion des produits chimiques, développement économique et de la santé ainsi que sur le renforcement de la coordination intersectorielle et interministérielle.

- Dans le cadre de l'Initiative de partenariat, le PNUE a lancé une évaluation du coût de l'inaction pour renforcer la sensibilisation politique à propos des avantages économiques à fournir les ressources en faveur de la gestion rationnelle des produits chimiques.
 - Le travail du PNUE comprend notamment l'élaboration d'une « assistance sur les infrastructures institutionnelles et juridiques pour la gestion rationnelle des produits chimiques et les mesures de recouvrement des coûts des administrations nationales ».
 - Le PNUE a également développé des Directives complémentaires sur l'analyse de rentabilité qui traite de la question de l'analyse de rentabilité économique d'investissements potentiels pour améliorer la gestion rationnelle des produits chimiques et qui comprend une documentation des arbitrages des différentes approches.

- L'expérience que le PNUE apporte à cette Initiative de partenariat inclut également son récent travail avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), l'**Alliance stratégique entre environnement et santé** qui promeut une approche intersectorielle et dynamique pour initier les changements politiques, institutionnels et d'investissement nécessaires pour réduire les menaces environnementales sur la santé.

CARTOGRAPHIER L'INTÉGRATION DE LA GESTION RATIONNELLE DES PRODUITS CHIMIQUES DANS LES PLANNINGS DE DÉVELOPPMENT NATIONAUX

En élaborant l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE, le PNUD et le PNUE ont pris en compte les étapes à travers lesquelles les pays passent pour améliorer leurs systèmes de gestion des produits chimiques. Ces étapes peuvent en général être décrites comme suit :



ÉTAPE 1

Analyse de base

But : Déterminer quelles informations sont disponibles sur la situation de la gestion des produits chimiques d'un pays et les enregistrer. Les informations pourraient être intégrées dans un Profil national des produits chimiques, un Plan national d'implantation (NIP) dans le cadre de la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants (POP), dans un Rapport sur l'état de l'environnement, dans un Rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dans les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) ou d'autres sources d'information.

Objectifs : Développement d'un Rapport sur la situation nationale de la gestion des produits chimiques qui fournit de l'information sur le degré d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national.

Raisonnement : Un Rapport sur la situation nationale de la gestion des produits chimiques est une condition préalable essentielle pour une évaluation intégrée et une analyse des liens entre gestion des produits chimiques et impacts économiques, environnementaux et sur la santé.

ÉTAPE 2

Diagnostiques/ Evaluation des besoins

But : Identifier les risques majeurs liés à l'exposition aux produits chimiques affectant la biodiversité, les écosystèmes vulnérables et la santé humaine (effets graves et de long terme) en utilisant l'information rassemblée grâce à une approche impliquant une grande variété de parties prenantes.

Objectifs : Préparation d'une évaluation détaillée des questions de gestion des produits chimiques et en relation avec la planification du développement national reposant sur les OMD.

Raisonnement : Les causes à l'origine des problèmes de santé environnementale et humaine devraient être prises en compte dès le début pour s'assurer qu'elles sont globalement traitées par les politiques qui intègrent la gestion des produits chimiques dans les plannings de développement.

ÉTAPE 3

Identification des priorités nationales de GRPC

But : Entreprendre une analyse qualitative des liens entre les principaux domaines dans lesquels les produits chimiques posent problème et la santé humaine et la qualité environnementale afin d'identifier les options et priorités nationales et aider à la prise de décision en matière de gestion rationnelle des produits chimiques.

Objectifs : Liste et description des options (légal, techniques et institutionnelles) qui peuvent renforcer le système national de gestion des produits chimiques. Prise de décision à propos des priorités nationales majeures sur la base des possibilités identifiées et d'un exercice de définition des priorités.

Raisonnement : Décrire les liens entre mauvaise gestion des produits chimiques et ses effets sur l'environnement et la santé publique est un préalable nécessaire pour aider un pays à améliorer son environnement et ses conditions de santé. La question prioritaire de la gestion des produits chimiques aura un impact significatif sur la santé, l'environnement et les objectifs de développement au niveau national. Une évaluation se concentrant sur l'identification et l'évaluation des opportunités et des interventions politiques, plutôt qu'une approche basée uniquement sur la recherche, améliorera la prise de décision.

Evaluation économique des priorités sélectionnées

But : Estimation/quantification des coûts pour mettre en place les options de gestion des produits chimiques identifiées par rapport aux coûts liés aux répercussions sur les êtres humains et à la dégradation de l'environnement quand aucune action n'est conduite.

Objectifs : Détermination des coûts économiques et bénéfices des options politiques qui répondent aux problèmes de gestion des produits chimiques identifiés comme priorités nationales (comprenant également des coûts potentiellement « cachés »). Adhésion des agences de développement économiques et des finances gouvernementales pour lesquelles l'estimation est un outil essentiel de la prise de décision.

Raisonnement : Démontrer qu'une menace ne fournit pas de solution en soi. Identifier et mesurer les impacts sur la santé et sur l'environnement ne suffit pas à s'assurer que ces menaces reçoivent l'attention qu'elles exigent quand il s'agit de prendre des décisions politiques. Conduire des actions pour répondre aux problèmes de santé et d'environnement a des implications financières – du coût direct lié à l'intervention aux effets positifs ou négatifs qu'ils ont sur le développement économique. Déterminer les coûts économiques et les bénéfices des options politiques aidera les preneurs de décision à comprendre et à agir sur les résultats de l'évaluation d'une gestion rationnelle des produits chimiques.

Instruments politiques ciblés

But : Développement de politiques et de réponses réglementaires ciblées aux priorités de gestion des produits chimiques considérées du point de vue de la planification nationale du développement.

Objectifs : Initiation de réformes institutionnelles et législatives pour faciliter la mise en œuvre des priorités sélectionnées et leur intégration au niveau de la planification du développement national.

Raisonnement : Il est important de prendre un compte un large choix d'interventions potentielles qui pourraient être implantées. En plus des incitations financières, cela comprend également des interventions technologiques, des mesures sociales telle que la promotion de la santé ainsi que des mesures légales et réglementaires.



But : Intégration des priorités de gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement national pour répondre aux problèmes les plus sérieux tout en appliquant au mieux les options qui font le lien entre GRPC et facteurs de développement durable. Encourager les allocations du budget national, en partenariat avec l'aide des donateurs, en faveur de l'intégration des priorités dans les politiques nationales et les documents de planification.

Objectifs : Permettre aux départements du trésor et des finances nationales, et aux représentants des agences d'aide, de comprendre les liens entre la gestion rationnelle des produits chimiques et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Sensibilisation des preneurs de décision. Insertion des priorités de gestion rationnelle des produits chimiques dans les documents de politique nationale et de planification.

Raisonnement : Les preneurs de décision opteront plus facilement pour des modes durables de développement quand la santé et les coûts environnementaux des politiques alternatives sont totalement estimés en termes de conservation/destruction des ressources naturelles, de mortalité et morbidité humaine, de coûts de santé, de jours de salaire perdus, etc. Des réponses sont en général apportées quand un risque environnemental de longue date conduit à une crise sanitaire ou à une urgence politique ou économique. En passant d'une approche réactive à une approche proactive, les risques qui peuvent conduire à de réelles urgences environnementales et sanitaires peuvent être contenus, et les crises, qui pourraient sérieusement ébranler l'économie mais aussi la politique et l'infrastructure physique d'un pays peuvent être limitées voire prévenues.



Sensibilisation et promotion de l'implication des parties prenantes

La consultation des parties prenantes couplée à une meilleure sensibilisation tout au long du processus d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques aux plans de développement permettra à un pays de s'assurer que les priorités identifiées sont issues d'une réflexion précise et qu'il pourra ainsi placer les questions de gestion des produits chimiques au cœur des débats sur le développement national. Sans les consultations avec les parties prenantes, le résultat pourrait être partial et non durable. L'implication des parties prenantes peut conduire à de meilleurs choix politiques encourageant la recherche d'alternatives, d'options favorables aux plus démunis, et en s'assurant de la participation des populations les plus vulnérables dans le processus de développement de politiques et de prise de décision.

Intégration du genre

Les efforts pour inscrire la question de la gestion rationnelle des produits chimiques dans le contexte du développement durable comportent des dimensions de genre non négligeables. Dans la vie quotidienne, les hommes, les femmes et les enfants sont exposés à différents types et à différentes concentrations de produits chimiques. Les niveaux d'exposition aux produits toxiques - qui ont des impacts sur la santé - sont déterminés par des facteurs sociaux et biologiques. En fonction de leur rôle social, les hommes, les femmes et les enfants sont exposés différemment aux produits chimiques toxiques dans la vie quotidienne. Les différences concernent les types de produits chimiques ainsi que les niveaux et la fréquence des expositions à ces produits chimiques. De plus la vulnérabilité physiologique causée par les effets de l'exposition aux produits chimiques toxiques n'est pas la même chez les hommes, les femmes et les enfants.

Il est donc crucial de mieux sensibiliser au sujet des liens entre exposition aux produits chimiques, santé, menaces environnementales et différence de genre en termes de risques et d'impacts. Le fait d'intégrer les différences de genre à toutes les étapes du processus de renforcement du système de gestion des produits chimiques d'un pays va permettre de s'assurer que les expériences et les préoccupations des hommes et des femmes sont prises en compte dans la préparation, l'implantation, le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de gestion des produits chimiques. Ils vont en bénéficier équitablement, et les différences de genre ne seront pas reproduites.



Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation à chacune des étapes vont permettre aux pays de suivre leur progression pour atteindre leurs objectifs et d'en mesurer les résultats, de codifier les leçons, d'évaluer le retour d'information, d'assurer une responsabilité financière vis-à-vis de leurs partenaires, des donateurs et des parties prenantes, et enfin d'améliorer la qualité du suivi des programmes et des projets de gestion rationnelle des produits chimiques. L'identification et/ou le développement des bons indicateurs qui pourront être associés aux objectifs de développement est un enjeu particulièrement important pour suivre les progrès d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques aux plans de développement et aux Objectifs du Millénaire pour le développement d'un pays. L'intégration d'un grand nombre de parties prenantes au cours de l'identification et/ou du développement des indicateurs assure une large variété de propositions en vue d'une sélection ultérieure de ces indicateurs.

LES ACTIVITÉS DE L'INITIATIVE DE PARTENARIAT

Dans sa phase initiale, l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE a collaboré avec une série de pays pilotes qui ont testé les outils d'assistance préparés par le PNUD avec pour objectif final l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les politiques et les plans de développement nationaux.

Les pays pilotes sélectionnés avaient au départ un Profil national de gestion des produits chimiques en place, ou un autre document similaire, de même qu'une stratégie de réduction de la pauvreté, un plan de développement reposant sur les OMD ou un autre document de planification du développement national qui devait être mis à jour. Ces pays disposaient d'assez bonnes informations sur les problèmes de gestion des produits chimiques ainsi que sur les populations, les ressources environnementales et les secteurs économiques les plus exposés aux risques causés par l'exposition aux produits chimiques.

L'Initiative de partenariat est à l'essai dans 17 pays : **Belize, Burkina Faso, Cambodge, Equateur, Honduras, Kazakhstan, Kirghizstan, Liberia, Macédoine, Mauritanie, Maurice, Moldavie, Nigéria, Ouganda, Surinam, Vietnam et Zambie.** Le financement a été fourni par le Fonds d'affectation spéciale du programme Quick Start (QSP) de la SAICM ainsi que par le gouvernement suédois (par le biais de l'Inspection suédoise des produits chimiques – KemI).

Grâce à leur participation à cette Initiative, ces pays ont réalisé des progrès d'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus nationaux du développement. Les résultats ont été utilisés pour revoir et mettre à jour le *Guide du PNUD pour l'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans la planification du développement reposant sur les OMD.*

Le projet de Rapport sur les coûts de l'inaction de la gestion rationnelle des produits chimiques a pris en compte les résultats des travaux des projets de pays y compris l'estimation des coûts de l'inaction de l'absence de gestion des pesticides des pays sub-sahariens participant à l'Initiative de partenariat. Les estimations ont souligné des coûts cachés significatifs d'une gestion non rationnelle des produits chimiques.



Les pays qui souhaitent rejoindre l'Initiative de partenariat du PNUD-PNUE et obtenir les ressources financières nécessaires pour les activités d'intégration de la GRPC sont invités à prendre contact avec les points focaux du PNUD et du PNUE (voir contacts en quatrième de couverture).

AUGMENTER LES PROGRAMMES COMMUNS PNUD-PNUE : ÉLARGIR L'INITIATIVE DE PARTENARIAT

Coordination avec les agences spécialisées

L'intégration de la gestion rationnelle des produits chimiques dans les processus de planification du développement suppose l'existence de partenariat et d'harmonisation non seulement entre les agences nationales dans un pays donné mais également parmi les agences spécialisées internationales qui interviennent dans le domaine de la gestion des produits chimiques. Au cours de la préparation et de la mise en œuvre des projets nationaux, l'Initiative de partenariat PNUD-PNUE sollicite la contribution des autres agences internationales sur des questions économiques et politiques en relation avec les produits chimiques. L'Initiative de partenariat travaille de concert avec un grand nombre d'agences spécialisées dont l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) pour n'en nommer que certaines, et les secrétariats des accords multilatéraux sur l'environnement qui traitent des questions de gestion des produits chimiques.

S'associer aux donateurs bilatéraux

Le gouvernement suédois apporte son soutien à l'Initiative de partenariat par l'intermédiaire de l'Inspection suédoise des produits chimiques (KemI) en finançant le développement de documents d'orientation clés : le Guide d'intégration de la GRPC, le Rapport sur les coûts de l'inaction, le Guide sur les infrastructures juridiques et institutionnelles de même que les projets de pays au **Burkina Faso, au Cambodge, en Moldavie, au Nigéria** et en **Zambie**.

Le gouvernement norvégien, en plus de son soutien aux étapes initiales de l'Initiative de partenariat, a soutenu l'élaboration du Rapport sur les coûts de l'inaction.

Faire le lien avec l'Initiative pauvreté environnement (PEI) PNUD-PNUE

L'Initiative pauvreté-environnement du PNUD-PNUE (PEI) est un programme commun qui fournit de l'assistance technique et financière aux pays pour renforcer les capacités en faveur de l'intégration des liens pauvreté environnement dans les processus de planification du développement tels que les Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) et les stratégies pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les principes et considérations de la gestion rationnelle des produits chimiques doivent être mieux intégrés à la méthodologie et à l'approche PEI pour aider les pays à intégrer les liens pauvreté-environnement dans les processus de planification du développement.

Au cours des dernières années, la PEI a soutenu le lancement de programmes pour intégrer les liens entre pauvreté et environnement dans les plans nationaux du développement, les programmes de mise en œuvre et les budgets de 22 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et de CEI, d'Amérique Latine et des Caraïbes. En travaillant étroitement avec les donateurs majeurs et d'autres partenaires, la PEI est en train d'étendre son action à d'autres pays et régions.

Pour s'assurer que les pays soutenus par la PEI bénéficient de l'approche programmatique PNUD-PNUE, l'Initiative de partenariat s'appuie sur les activités d'intégration de la PEI ou incorpore les activités d'intégration de la GRPC au soutien en cours apporté par la PEI (comme c'est le cas au Burkina Faso et en Ouganda). Le PNUD et le PNUE s'assurent également que les considérations de la GRPC font totalement partie de l'Assistance PNUD-PNUE sur l'intégration de l'environnement dans la planification du développement national.

Responsables du texte et de la publication : Klaus Tyrkkö et Ajiniyaz Reimov

Collaborateurs : Suely Machado Carvalho, Thomas Conway, Kaj Madsen et Pierre Quiblier

Maquette : Kimberly Koserowski

Traduction anglais-français : Véronique Virsube

Crédits photographiques :

Photo de couverture : Émissions d'une usine de pâte à papier au Japon causant une couche d'écume sur l'ensemble de la zone portuaire. Dans les pays industrialisés, de nombreux lacs et rivières, ainsi que la mer, sont pollués par des produits chimiques et les déchets des hommes, et le problème est devenu un enjeu universel / Photothèque des Nations Unies

Photos des pages intérieures :

Page 1 : Usine de méthane. Gisenyi, Rwanda. Arne Hoel/Banque mondiale

Page 2 : Vue de la fumée sortant des cheminées des usines d'aluminium Kirkvine, qui participent à la pollution des environs. A Fisher/Photothèque des Nations Unies

Page 3 : Homme avec une bonbonne de pesticide, Sri Lanka. Dominic Sansoni, 2002/Banque mondiale

Page 4 : Bidonville en Inde, Mark Edwards / Photothèque du PNUD

Page 7 : Femmes triant des déchets qui seront transformés en compost organique/Photothèque du PNUD

Page 8 : Femme préparant des briquettes de biomasse, un outil de cuisine, pour le vendre dans son village, Ba Trang, Vietnam/Photothèque des Nations Unies

Page 9 : Alphonsine Rasoampamonjy (à droite) et Marie Thérèse Rasoamanabelo, Madagascar, cultivent du riz et des légumes biologiques pour les vendre sur les marchés locaux. Adam Rogers/Photothèque du PNUD

Page 10 : Nonne vérifiant ses cultures de légumes et de plantes médicinales cultivées à l'aide de pesticides et fertilisants biologiques et non chimiques, (temple) Wat Suodron Barami. Adam Rogers/Photothèque du PNUD.

Pour plus d'informations, contacter :

Programme des Nations Unies pour le développement

Bureau de la politique sur le développement

Groupe Environnement et Énergie

Unité Protocole de Montréal et Produits chimiques

304 East 45th Street

New York, NY 10017 U.S.A.

<http://www.undp.org/chemicals>

<http://www.undp.org>



*Au service
des peuples
et des nations*

Ms. Suely Carvalho, Ph.D.

Chef, Unité Protocole de Montréal et produits chimiques
Groupe Environnement et énergie
Bureau de la politique sur le développement
Tél : +1 212 906 6687/5112
E-mail : suely.carvalho@undp.org
www.undp.org/chemicals



Mr. Kaj Madsen

Responsable de programme senior
Division produits chimiques
Division technologie, industrie économie (DTIE)
Tél : + 41 22 917 82 58
E-mail : kmadsen@chemicals.unep.ch
www.chem.unep.ch/unepsaicm/default.htm